

L'hon. M. Pickersgill: J'ai une question de fait à poser au ministre; toutefois, il ne serait peut-être pas raisonnable d'espérer de sa part une réponse directe. La voici. Le ministre est-il convaincu, ou la Gendarmerie est-elle convaincue, que les renseignements fournis bénéficient aux États-Unis de la même sécurité qu'au Canada? Il y a eu des occasions dans le passé où nous n'avons pas été satisfaits à ce sujet.

L'hon. M. Fulton: Dans la mesure où nous pouvons faire quelque chose d'efficace pour qu'il en soit ainsi, nous sommes convaincus que tel est bien le cas. Je ne veux pas donner une garantie générale et absolue pour l'avenir.

L'hon. M. Pickersgill: Oh, non, ce n'est pas ce que je demande.

L'hon. M. Fulton: Je signale que nous connaissons des cas où grâce à l'échange de renseignements de ce genre nous avons pu faire entrer aux États-Unis des Canadiens à qui l'entrée aux États-Unis avait été précédemment refusée.

M. Herridge: Monsieur le président, le point qu'a soulevé le chef de l'opposition officielle,—je prends bien soin de dire "le chef de l'opposition officielle" parce qu'on m'a repris il y a quelque temps,—m'intéresse beaucoup parce que je suis au courant de deux ou trois cas où il était évident que de bons citoyens canadiens ont subi quelque injustice. Il m'a été expliqué après coup par une personne bien placée pour fournir semblables renseignements, que les autorités américaines évaluent les renseignements d'une façon quelque peu différente de la nôtre.

En trois occasions différentes, je me suis rendu aux États-Unis à la demande de gens de ma circonscription, et j'ai rencontré les fonctionnaires subalternes de ce pays. Dans un cas, j'ai dit que je voulais connaître les renseignements qu'ils possédaient à propos d'un tel. Ils m'ont répondu que cet homme avait assisté en 1942 à une assemblée à l'arena municipal de Nelson au cours de laquelle Tim Buck avait prononcé un discours. J'ai dit: "Mais sapristi, la salle était bondée à craquer parce que tout le monde était venu par curiosité!" Ce fonctionnaire qui, à mon avis, était assez borné, a cherché à me faire croire que c'était une bonne raison pour refuser à un homme l'admission aux États-Unis. Finalement, je suis allé plus loin; je me suis adressé à des gérants de banque, à des maires, à des échevins, à des chefs religieux, à des avocats, pour appuyer son appel; j'ai dû mobiliser plusieurs des notabilités du district afin d'appuyer les démarches qui étaient faites en faveur de cet

[L'hon. M. Fulton.]

homme. Il a subi cette injustice simplement à cause de l'évaluation des renseignements différente de celle qu'on ferait ici. Je pense qu'ils ont cru que quelque autre activité se rattachait au fait d'assister à cette assemblée publique.

Monsieur le président, j'ai eu trois cas comme celui-ci. C'est pourquoi je m'intéresse tant à la question soulevée par le chef de l'opposition. J'espère que le ministre peut assurer à la Chambre que les renseignements donnés aux autorités américaines le sont à condition qu'elles ne les évaluent pas d'une manière tout à fait différente, comme il semble être le cas, de celle de la Gendarmerie et des déposés à la sécurité.

M. Winch: Mais les renseignements leur sont donnés.

L'hon. M. Fulton: Oui, il y a un échange de renseignements relatifs à la sécurité; je l'admet sans difficulté. Mais nous ne pouvons assumer la responsabilité de l'évaluation qu'elles en font. On me dit et je le répète, une fois de plus, que par suite de cet échange et des pourparlers que nous avons eus à cet égard, nous avons pu, en plus d'un cas, obtenir l'entrée aux États-Unis d'une personne qu'on avait auparavant refusée peut-être parce qu'une erreur s'était glissée dans l'évaluation des renseignements disponibles. Nous ne nous bornons pas à l'échange officiel de statistiques ou de rapports écrits; nous les contrôlons également.

M. Herridge: Monsieur le président, je devrais, d'après mes souvenirs, préciser, en toute justice, que le fonctionnaire auquel j'ai parlé n'était nullement un haut fonctionnaire. J'ai trouvé qu'il était bien peu apte à juger la valeur de tels renseignements.

L'hon. M. Pickersgill: Le gouvernement ou quelqu'un au gouvernement a réussi à faire tirer au clair, si je me rappelle bien, la situation de quelqu'un dont la réputation avait été mise en doute aux États-Unis à cause du nom du parti de l'honorable député, le parti conservateur-progressiste.

L'hon. M. Fulton: On n'est pas bien fixé là-bas sur les noms appropriés des partis politiques comme nous le sommes ici.

M. Johnson: Je me demande, monsieur le président, vu qu'il est une heure moins deux minutes, si nous pourrions déclarer qu'il est une heure.

M. le président suppléant: Plaît-il au comité de déclarer qu'il est une heure?

Des voix: Entendu.

(La séance, suspendue à une heure, est reprise à deux heures et demie.)